

La finance encore loin de l'énergie renouvelable

En ces temps de fort malaise social envers le cumul des taxes et les multiples efforts demandés aux Français pour privilégier l'énergie renouvelable, un [article du monde](#) (26 nov 2018) nous rappelle la mesure dérisoire de « l'engagement » des banques vis-à-vis de la sauvegarde de la planète. Selon deux rapports publiés le 24 novembre par les ONG *Oxfam* et les *Amis de la Terre*, à l'occasion du [Climate Finance Day](#) (réunion de la finance mondiale à Paris du 26 au 28 novembre), il y a encore beaucoup d'efforts à faire pour diriger les capitaux vers les énergies renouvelables.

S'il est difficile d'appréhender les chiffres relatifs à la [gestion des actifs financiers](#) quand ils s'inscrivent par centaines de milliards (1 400 milliards d'euros pour Amundi, gestionnaire du groupe Crédit Agricole), il est par contre beaucoup plus simple de retenir le montant global des investissements émis par les principales banques françaises (BNP Paribas, Crédit Agricole, Société Générale, BPCE, La Banque Postale, Crédit Mutuel CIC) envers l'énergie verte. Ce dernier ne dépasserait pas 22,6 milliards. Audrey Garric explique que sur 10 euros de financements consacrés à la production d'énergie, seulement 2 euros sont destinés aux énergies vertes. Selon l'étude du cabinet Sia Partners, la somme de 22.6 milliards comprendrait 19.1 milliards de fonds en actions et 1.6 milliards en obligations vertes (« *green bonds* »)

En cette période cruciale où le réchauffement climatique est devenu un danger majeur, menaçant directement la vie sur terre, comment expliquer l'orientation encore massive des capitaux vers l'énergie fossile ?

- La première explication s'appuierait sur une incohérence : les 6 banques françaises dirigent actuellement leurs opérations de financement et d'investissement vers 290 entreprises internationales. 120 d'entre elles seraient qualifiées « d'agressives » envers le climat. Selon Lucie Pinson, référente de la campagne sur la finance privée des *Amis de la Terre*, si les banques françaises demeurent les plus impliquées dans la transition énergétique et si elles se sont engagées à ne plus financer les nouveaux projets d'ouverture de mines et de centrales à charbon, elles continuent à soutenir le développement des entreprises « *à défaut de soutenir leurs projets* » envers l'énergie renouvelable.
- Afin de réduire la part du charbon dans la production d'électricité, les banques ont mis en place des seuils d'exclusion qui consistent à écarter leur aide aux entreprises qui obtiendraient plus de 50 % de leurs revenus à partir de l'énergie du charbon. Pour les associations *Oxfam* et les *Amis de la Terre*, il faudrait baisser ce seuil à 30 % car il existe encore de nombreux effets indirects : plusieurs banques excluent le financement de sables bitumeux (gaz de schiste), forages arctiques mais continuent de financer les entreprises qui développent ces projets même si ces derniers ne constituent pas l'essentiel de leurs activités.

La bataille des chiffres que mènent les banques et les entreprises productrices d'énergie dévoilent autant d'incohérences qu'un manque de transparence ; cette situation devrait pourtant permettre aux différents acteurs de recentrer les débats sur deux problèmes majeurs. Le premier concerne le domaine et les dimensions de l'énergie verte. L'orientation des « *green bonds* » est actuellement mal définie et concerne une multitude d'activités allant de la modernisation des réseaux de distribution d'électricité (« [smart grids](#) ») à la production de véhicules électriques ou encore de drones, sans oublier le traitement des déchets ou développement des infrastructures très dépendants des PPP. Le second problème est aussi complexe que le premier car il concerne la difficulté de développer l'apport de capitaux de long terme afin de mieux accompagner la transition énergétique. Dans un système mondialisé où la concurrence est reine, les banques et autres institutions financières choisissent en priorité les opérations directement rentables. Pour être pleinement efficace, la transition énergétique demande une cohésion planétaire, orchestrée par des organismes et pouvoirs publics responsables....mais pour cela, il faut encore attendre demain.

Pascale Touratier
Agrégée en Sciences Sociales
Docteure en Sciences Economiques

Audrey GARRIC, « Les banques françaises préfèrent les énergies fossiles », Le Monde, 26 novembre 2018, p. 2 (Economie & Entreprise).